

# L'ONU doit faire plus pour les droits humains

L'heure est grave. Dans son rapport annuel, Amnesty International (AI) constate qu'en matière de violations de droits humains « la situation est particulièrement dramatique voire désespérante », selon Philippe Hensmans, directeur d'Amnesty International Belgique francophone. Ce qui retient l'attention de l'organisation c'est surtout les attaques à l'encontre « des institutions et des lois qui

ont été créées pour protéger ces droits ». Mais que fait l'ONU face à cette situation ? Pas assez selon le rapport. Les Nations unies pourraient en tout cas faire beaucoup plus. D'après Salil Shetty, le secrétaire général d'Amnesty International, « les Etats membres ont une chance historique de donner un nouveau souffle à l'ONU en soutenant une candidature forte pour le poste de secrétaire général » lors de

l'élection du nouveau dirigeant des Nations unies qui a lieu cette année. « Une personne qui saura apporter l'engagement, la force d'âme et la vision nécessaires pour faire reculer tout Etat membre tenté de remettre en cause les droits humains sur son territoire et à l'échelle internationale », poursuit-il. De quoi éviter des situations actuelles où des enquêtes sont bloquées par certains Etats. ■

## « Nos droits et nos libertés sont en grand danger »

DROITS HUMAINS Amnesty International veut que soit rendu à l'ONU son rôle moteur

- Amnesty International sort son rapport 2015 : le constat est très sombre.
- De nombreux Etats s'attaquent aux libertés et aux institutions créées pour les défendre.
- Le drame syrien est un concentré de ces maux.

Le rapport annuel d'Amnesty International recense toujours les violations des droits humains. Mais cette année, la situation est particulièrement dramatique voire désespérante, souligne Philippe Hensmans, directeur d'Amnesty International Belgique francophone. En 2015, les crimes de guerre, les tortures et les renvois de demandeurs d'asile ont été très nombreux. Ces violations sont le fait d'Etats et de groupes armés qui, en plus, s'en prennent aux institutions et aux lois qui ont été créées pour protéger ces droits. Les recommandations de l'ONU ? Ils n'en tiennent pas compte. Et tous les principes de base sont remis en cause, dans le cadre de la lutte anti-terroriste ou pour empêcher l'entrée de migrants fuyant la guerre. »

La Syrie est ainsi un concentré de tous ces problèmes. « Le conflit armé a forcé plus de la moitié de la population à vivre déplacée dans le pays ou réfugiée à l'étranger, analyse le secrétaire général d'AI, Salil Shetty. La répartition de la charge des réfugiés est restée immensément déséquilibrée et les moyens apportés sont loin d'avoir été à la mesure de l'aggravation de la crise. Et de nombreuses personnes en mouvement ont été victimes de violations de leurs droits -criminalisation des demandeurs d'asile, refoulement, renvois forcés illégaux- sans compter diverses mesures gouvernementales ayant pour effet de priver les personnes de leur droit de demander l'asile. »

**« La crise syrienne nous montre les résultats de décennies de commerce irresponsable des armes »**

SALIL SHETTY

Et pendant ce temps, la guerre continue à dévaster la Syrie. « Le conflit syrien est devenu emblématique de la défaillance du système de protection des civils menacés, poursuit Salil Shetty. On a vu comment les cinq membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU peuvent favoriser l'impunité : en utilisant leur ve-

to, ils peuvent bloquer des mesures crédibles visant à mettre un terme aux crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité, et à faire obstacle à l'obligation de rendre des comptes pour ces crimes. »

« Ecrivez l'histoire au lieu de lire les sondages ! » C'est le conseil donné fin janvier par des militants d'AI aux ministres européens de la Justice et de l'Intérieur réunis aux Pays-Bas. Mais la plupart des gouvernements

occidentaux restent surtout accrochés aux frémissements de leurs opinions publiques plus qu'au respect de grands principes.

« La crise syrienne, et plus largement les actes du groupe armé Etat islamique nous montrent les résultats de plusieurs décennies de commerce irresponsable des armes et des conséquences meurtrières de ce commerce sur les civils », decode le secrétaire général d'AI.

Mais ailleurs dans le monde aussi les mécanismes de protection des droits humains ont été menacés. En Afrique, l'Union africaine et certains pays comme l'Afrique du Sud ont sapé l'autorité de la Cour pénale internationale en refusant de lui livrer le président soudanais el Béchir in-

culpé par la CPI.

La Russie a utilisé de manière répressive sa législation très vague sur la sécurité nationale et la lutte contre l'extrémisme. Elle a mené des initiatives concertées pour réduire au silence la société civile, a refusé effrontément de reconnaître les homicides de civils en Syrie.

L'Arabie saoudite n'a pas fait mieux : cet allié de l'Occident a sévèrement puni ceux qui demandaient des réformes et a commis des crimes de guerre au Yémen, tout en bloquant la mise en place d'une enquête de l'ONU sur les multiples violations commises par les belligérants dans ce pays.

Alors que l'ONU a fêté l'an dernier son 70e anniversaire et qu'un nouveau secrétaire général doit être élu cette année, « les Etats membres ont une chance historique de donner un nouveau souffle à l'ONU en soutenant une candidature forte pour le poste de secrétaire général, plaide Salil Shetty. Une personne qui saura apporter l'engagement, la force d'âme et la vision nécessaires pour faire reculer tout Etat membre tenté de remettre en cause les droits humains sur son territoire et à l'échelle internationale. » ■

VÉRONIQUE KIESEL

Dans **122** pays, des personnes ont subi tortures et mauvais traitements

Des crimes de guerre ont été commis dans au moins **19** pays en conflit

Le monde compte plus de **60** millions de personnes déplacées